

Risques et efforts en matière de sécurité dans le secteur privé

Quelle influence le secteur privé peut-il exercer dans le contexte sécuritaire international et contribuer à long terme à l'émergence d'un monde plus sûr? Pour répondre à cette question cruciale, il convient d'analyser le rôle et la responsabilité du secteur privé – notamment des entreprises qui opèrent à l'échelle mondiale – et de circonscrire le champ d'action où ce secteur peut s'engager. On décrira dans une première partie les différents risques qui menacent la sécurité, pour expliquer ensuite la façon dont les entreprises s'impliquent dans des réglementations contraignantes, ainsi que les options qu'offre un engagement volontaire.



Le drame du 11 septembre 2001 a montré la vulnérabilité des États, de leur population et de leur économie. De tels événements ont prouvé qu'au-delà d'une immense souffrance, les attaques terroristes pouvaient aussi causer des pertes économiques considérables.

Photo: Keystone

Sur le plan de la sécurité, les agents économiques sont exposés à différents risques, mais ils disposent aussi de nombreuses possibilités de s'en prémunir. Le présent article a pour but d'encourager le secteur privé à exploiter l'attention et la sensibilité que les événements du 11 septembre 2001 ont éveillées en matière de risque pour abandonner le rôle de spectateur passif et se transformer en acteur efficace et influent de la politique sécuritaire.



Isabel Frommelt
Diplomate à la Mission
permanente de la
Principauté du Liechten-
stein à Genève

Le secteur privé, une cible de choix pour le terrorisme

Le début du XXI^e siècle a montré qu'un monde intégré et de plus en plus interconnecté n'ouvre pas seulement de nouvelles possibilités, mais complexifie aussi les questions liées à la sécurité et accroît la sensibilité au risque, notamment à celui du terrorisme. L'actuel sentiment de menace remonte principalement aux attentats du 11 septembre 2001. De tels événements ont prouvé qu'au-delà d'une immense souffrance, ils pouvaient aussi causer directement et indirectement des pertes économiques considérables, aussi bien à court qu'à moyen et long terme.

Le 11 septembre 2001 a été particulièrement sévère pour l'aviation, le tourisme et les assurances. Un seul événement – dans ce cas un attentat terroriste – a montré l'ampleur des coûts macro et microéconomiques qui peuvent en résulter et résonner comme un coup de semonce.

Notons, toutefois, que dès les années quatre-vingt des publications avaient relevé que

l'économie constitue la cible principale du terrorisme et que la majeure partie des attentats visaient des installations du secteur privé. L'économie est effectivement la cible du terrorisme depuis des décennies, parce qu'elle incarne non seulement le pouvoir et la force de l'argent, mais aussi, au sens large, le marché libre et les valeurs des démocraties occidentales. Il est donc exact de parler de «coup de semonce» face à l'ampleur des attentats et à leurs immenses conséquences économiques. Ces événements ont quand même modifié la perception et l'évaluation de certains dangers au sein des entreprises et du monde politique. Les risques qu'entraîne le terrorisme international sont la manifestation la plus violente de la vulnérabilité des États, de la population civile et de l'économie.

Sécurité et pertes: un éventail de risques

À part la menace directe que font peser les terroristes, une foule d'autres risques minent la vie économique. On y trouve les risques sécuritaires «classiques» (au sens militaire), qui découlent de la diffusion potentielle ou effective d'armes de destruction massive, des insuffisances dans le contrôle des exportations (en particulier des biens à double usage) et des transferts illégaux de technologie. L'opinion publique se cristallise sur les entreprises qui réalisent une partie de leurs recettes par des ventes aux industries d'armement ou qui fabriquent elles-mêmes de tels produits et fournissent les services qui les accompagnent. D'autres risques résultent du trafic international des stupéfiants, des armes et des personnes, dans lequel des agents économiques peuvent être impliqués. Les risques liés à la géopolitique, qui pourraient surgir lors de l'effondrement politique et économique d'États dits «voyous» ou émanant d'acteurs non étatiques tels les chefs religieux radicalisés, représente également un potentiel de danger difficile à estimer. Les conflits nationaux et internationaux, avec la mauvaise gouvernance qui y est souvent liée, mais aussi l'absence d'État de droit ou la corruption, peuvent tous avoir des effets négatifs sur l'activité des grandes multinationales. Il faut encore citer les risques commerciaux liés aux violations des droits de l'homme, qui se produisent le plus souvent dans les États où règnent des conflits armés, l'absence de dialogue démocratique ou le non-droit.

Parallèlement, la vulnérabilité des agents économiques a augmenté du fait de leur dépendance croissante vis-à-vis des infrastructures et de leur interconnexion. Cela concerne surtout l'énergie, les télécommunications, l'informatique et les transports, soit toute la logistique des chaînes d'approvisionnement.

Les risques sanitaires peuvent provoquer eux aussi des dommages économiques notables, comme l'ont montré l'apparition du sras, maladie infectieuse, ou l'épidémie du sida en Afrique. S'y ajoutent les défis que posent la protection de l'environnement et la prévention des catastrophes, dont la négligence peut provoquer des pertes humaines et financières plus graves que le terrorisme n'en infligera jamais. Les catastrophes écologiques et naturelles (tsunamis, ouragans, etc.) posent des problèmes toujours plus graves, surtout pour les compagnies d'assurance et de réassurance.

Une fixation excessive sur le terrorisme

Les risques énumérés plus haut recèlent un potentiel considérable de dommages et de coûts. Une analyse des rapports qu'entretiennent l'économie et la sécurité montre, toutefois, que la politique sécuritaire actuelle se concentre trop unilatéralement sur la lutte contre le terrorisme. Bien que ce dernier représente un danger qui a accru la sensibilité à son endroit, il semble avoir refoulé à la marge les risques sécuritaires «classiques», alors que ceux-ci peuvent causer des pertes humaines et financières bien supérieures à celles des attentats. Si on veut améliorer la sécurité du secteur privé, il faut tenir compte de l'ensemble des risques sécuritaires.

Influencer les organisations internationales, les associations économiques et les ONG

L'économie est un acteur puissant et influent, mais exposé à de nombreux risques en matière de sécurité et de pertes, surtout dans ses activités internationales. Elle a donc une responsabilité particulière dans l'amélioration de la sécurité et de la stabilité. Celle-ci peut s'exercer de différentes manières à travers:

- *l'observation d'accords contraignants (réglementations étatiques et internationales);*
- *le soutien à des initiatives et conventions volontaires;*
- *la promotion de normes internes aux entreprises.*

Un manque de spécialistes

Une étude scientifique (voir encadré 1) a montré qu'il est extrêmement compliqué de définir un cadre général dans lequel les entreprises s'impliqueraient en matière de sécurité. Il existe certes des organisations économiques internationales reconnues, comme l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ou la Chambre de commerce internationale, des réseaux et des forums économiques officiels, des chambres de commerce et des associations de salariés, ou encore des initiatives multilatérales comme le Pacte mondi-

al de l'ONU. Cependant aucune de ces institutions n'est spécialisée dans les questions de sécurité du secteur privé, ou n'offre de cadre général pour les traiter.

L'étude montre cependant aussi que de nombreuses organisations travaillent dans les domaines mentionnés. La responsabilité foncière du secteur privé y est toujours reconnue. La plupart des organisations internationales – ONU, Banque Mondiale, Union Européenne (UE), Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) et OTAN – ainsi que des banques de développement, des centres de recherche et des organisations non-gouvernementales (ONG), se sont penchés d'une façon ou d'une autre sur la question de la sécurité internationale. Du côté des entreprises, les initiatives vont des sociétés de consultants en gestion du risque aux services de sécurité en ligne, en passant par les conseils économiques et les tables rondes. Les possibilités qu'offrent les organisations internationales, les ONG et les associations économiques aux entreprises qui veulent s'engager en faveur de davantage de sécurité sont donc nombreuses.

Très souvent, les instituts politiques et scientifiques étudient les effets des activités des entreprises par rapport à l'aide au développement, au soutien humanitaire ou au développement durable, mais sans les lier aux questions sécuritaires classiques. Du côté des ONG, mais aussi des organisations multilatérales, on note une augmentation des initiatives et des programmes concernant le rôle des entreprises dans la prévention des conflits, la promotion de la paix et la gestion des crises. Dans le secteur financier, la lutte mondiale contre le terrorisme a exigé l'adoption de nombreuses mesures contraignantes, comme les prescriptions internationales en matière de blanchiment d'argent, de devoir de diligence ou de lutte contre la corruption. La responsabilité sociale, le devoir de rendre des comptes ou la bonne gouvernance d'entreprise sont d'autres questions fréquemment soulevées par l'opinion publique et le secteur privé, et aujourd'hui considérées comme partie intégrante de l'éthique des entreprises.

du monde des affaires ou d'imposer ses principes par la contrainte; il est, toutefois, de l'intérêt propre des entreprises de s'y conformer.

Bien que toutes ces interventions ne posent pas directement la question de savoir quel sera le rôle des entreprises dans le «nouvel agenda de la sécurité», elles ont une pertinence particulière, du moment qu'elles sont considérées comme les prémisses d'un cadre sécuritaire stable et de structures économiques viables. Des progrès sur ces questions contribuent donc également à la sécurité du monde.

Des incitations pour les entreprises

Les incitations concourant à une amélioration générale de la sécurité et à une meilleure protection sont nombreuses pour les entreprises. Fondamentalement, elles découlent toutes de l'adage «*business wants to do business*». Les entreprises fondent en effet leurs décisions stratégiques sur les résultats ou la plus-value qu'elles peuvent escompter d'un pareil engagement. La question clé est donc de savoir ce que cela leur rapporte d'investir dans la sécurité, ou quelles seront leurs charges et produits si elle renonce à cet effort.

L'autoprotection – autrement dit la protection de ses propres activités, de son personnel et de ses installations – représente un élément de motivation important. Toutefois, les entreprises sont aussi contraintes par les pressions externes croissantes (par exemple de la part des médias) de prendre davantage de responsabilités et d'accroître leur rôle. De plus en plus, les scandales économiques, les négligences et le non-respect de règles pourtant obligatoires sont étalés sur la place publique et les récalcitrants cloués au pilori. S'engager en faveur des objectifs et initiatives mentionnés est donc aussi une manière de se protéger contre une mauvaise presse, la perte de prestige et, en fin de compte, des dommages économiques.

Conclusion

Pour exercer une gestion des risques complète aux plans stratégique et organisationnel, les entreprises doivent s'engager à prévenir les conflits, à faire respecter les normes écologiques ainsi que les droits de l'homme, enfin à protéger les travailleurs. En assumant la responsabilité de tous ces aspects sécuritaires («*corporate security responsibility*»), les entreprises contribueront à leur propre sécurité et stabilité.

Une gestion solide de la sécurité par les entreprises, qui tienne compte des risques décrits plus haut, soulève évidemment la question des ordres de priorité ainsi que des grands

Encadré 1

Étude

Le sujet a été développé dans *Business and Security. Public-Private Sector Relationships in a New Security Environment* (éd. Alyson J.K. Bailes, Isabel Frommelt, Oxford University Press) ainsi que dans un document de travail intitulé *Die Rolle des Privatsektors in einem komplexen Sicherheitsumfeld*, publié par l'Österreichisches Institut für Internationale Politik (51/juillet 2004).

Ces deux articles ont été écrits dans le cadre d'un mandat de recherche confié à l'auteur à l'Institut de recherches sur la paix de Stockholm (Sipri), avec le soutien du gouvernement du Liechtenstein.

Le Pacte mondial de l'ONU

Fondé sur l'engagement volontaire des entreprises, le Pacte mondial de l'ONU est un instrument destiné à progresser dans les questions qui viennent d'être évoquées. Il s'agit d'un accord entre diverses autorités onusiennes et le secteur privé pour appliquer dix principes concernant les droits de l'homme, le droit du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption. Le Pacte mondial n'a pas pour but de contrôler les activités



Photo: Keystone

Les catastrophes naturelles – à l’instar de l’ouragan Katrina d’août 2005 – peuvent causer des pertes humaines et financières bien supérieures à celles des attentats. Une fixation excessive sur le terrorisme peut donc se révéler extrêmement dangereuse. En illustration: La Nouvelle-Orléans à la fin du mois d’août 2005.

objectifs inscrits dans l’agenda économique à moyen et long terme. Finalement, c’est à chaque entreprise de juger, que ce soit aux plans stratégique ou opérationnel, jusqu’à quel point elle compte participer à des réglementations contraignantes et à des initiatives volontaires. Comme toute décision et politique prises, suivies et voulues par les entreprises, ces choix devront désormais être de plus en plus expliqués et justifiés.

C’est pourquoi il importe que les décideurs remettent en question les notions convenues et s’intéressent aux nouvelles approches conceptuelles. Le concept de durabilité doit aussi être appliqué en politique sécuritaire et les agents économiques doivent en intégrer les principes dans leur philosophie d’entreprise. Le 11 septembre 2001 peut donc être perçu comme une occasion de prendre de nouveau les risques classiques plus au sérieux, notamment ceux qui n’ont de conséquences négatives qu’à moyen ou long terme. ■